

UNE MAUVAISE VOISINE ?

UNE REFLEXION COMPAREE SUR LES LIENS ENTRE SCIENCE POLITIQUE ET SCIENCES SOCIALES

Michael Bruter

Department of Government
London School of Economics and Political Science

De discussion en discussion, de conférence en conférence, on s'aperçoit bien vite que la science politique détient au moins un record. En effet, bien peu de disciplines académiques semblent autant qu'elle se poser sans cesse la question de leurs propres frontières, de leur propre héritage, et de leur propre histoire. Pour dire la vérité, il s'en est probablement fallu d'un cheveu que je ne devienne professionnellement schizophrène. Français, j'ai vécu et étudié en France jusqu'à l'âge de 21 ans, avant de partir effectuer mon doctorat aux Etats-Unis. Une fois celui-ci terminé, l'Europe m'a tant manqué que je suis parti vivre et travailler au Royaume-Uni. De bien des manières, chacune de mes nouvelles institutions a volontiers dressé des portraits aussi absurdes que radicaux sur ce que la science politique représente ailleurs. Ayant occasionnellement eu l'occasion de m'adresser dans des universités étrangères (de l'IEP Strasbourg ou de Paris I Panthéon-Sorbonne en France, à l'Université de Columbia aux Etats-Unis, et de Melbourne et l'Australian National University en Australie aux universités de Canterbury en Nouvelle Zélande ou Dortmund en Allemagne), je ne puis que continuer à m'inquiéter de ce que la science politique mondiale demeure, aujourd'hui encore, une tour de Babel intellectuelle et analytique, tant par ses conceptions d'elles-mêmes que par ses lectures des disciplines voisines. Chaque école, chaque pays, et parfois chaque politiste semble de fait avoir sa propre vision de notre monde commun.

Un voisinage discuté

Le « débat » commence par les relations de la science politique avec ses disciplines voisines et son existence même en tant que discipline indépendante et

identifiée. Prenons le cas de la France. Lorsque j'étais étudiant à Bordeaux dans les années 1990, on me donna à penser que la science politique, loin d'être une discipline à part entière, n'était essentiellement qu'une branche comme une autre de la sociologie, et que science(s) politique(s) (le pluriel souvent utilisé en France n'est certes pas pour rien dans mon inquiétude) et sociologie politique n'étaient ni plus ni moins que des équivalents. Loin d'apparaître comme une soumission, nombre de mes professeurs voyaient dans cette « nouvelle » définition une victoire, car ils la comparaient à une époque pas si ancienne où « les sciences politiques » (à l'époque à laquelle je fais référence, l'idée même d'un singulier disciplinaire eût fait hurler de rire) n'était considérée que comme un sous-terrain réservé du droit, puissance coloniale, apparemment bien plus redoutable.

L'idée de rapprocher la science politique de la sociologie (comme souvent en France) ou du droit (comme encore souvent en Italie) apparaît pourtant on ne peut plus absurde du point de vue de la science politique américaine. Là-bas, l'idée d'une possible parenté science politique-droit n'est jamais seulement évoquée, et on affirme volontiers que de toutes les sciences sociales, la sociologie est sans doute la seule qui n'ait vraiment, mais alors là vraiment rien à voir avec la science politique ! De fait, je me souviens encore d'un de mes premiers cours de méthodologie politique à Houston, où les jeunes doctorants que nous étions se voyaient expliquer avec le plus grand sérieux que la sociologie, de part sa préférence historique pour les perspectives holistes et ses approximations empiriques et méthodologiques se rapprochait surtout... de la météorologie !! Au contraire, aux Etats-Unis, la voisine reconnue de la science politique était généralement l'économie, et nombre de nos collègues pensent encore que Downs, économiste des années 1950, a bien mieux compris la science politique et ses modèles que la majorité des « politistes » eux-mêmes. En fonction de leurs spécialités méthodologiques, d'autres collègues américains récusent plutôt cette proximité entre science politique et économie, mais pour y préférer un lien avec la psychologie, dont le parti pris pour le paradigme de l'individualisme méthodologique et les contraintes analytiques leurs semblent les plus proches des nôtres.

Quant à la plupart de mes collègues à la LSE – du moins en ce qui concerne les moins de 50% d'entre eux qui sont un pur produit de la science politique

britannique – ils ne voient généralement aucun lien entre la science politique, la sociologie, le droit, l'économie, ou la psychologie, mais se sentent par contre, assez liés à l'histoire et aux relations internationales (cette dernière étant généralement considérée non pas comme une discipline à part entière mais comme une sous-branche de la science politique en France !). Je ne m'étendrai pas plus en ce qui concerne cette discussion sur les vraies et fausses sœurs de la science politique, mais souvenons-nous tout de même que dans beaucoup d'universités allemandes et est-européennes, la science politique est rapprochée de la philosophie, u'à l'Université de Vienne, elle l'a longtemps été de la linguistique, et qu'à l'université d'Amsterdam, science politique et science de la communication ont pendant des décennies été considérées comme de vraies sœurs jumelles.

L'édifice du savoir

Si certains pensent qu'elle a commencé banlieue d'une « grande discipline », personne ne devrait pourtant douter que la science politique constitue désormais une ville propre, tant et si bien d'ailleurs que les rivalités entre ses quartiers sont désormais criantes. Malheureusement, pourtant, ces mêmes rivalités et les ignorances parfois malveillantes qui s'y rattachent font souvent perdre de vue la cohérence et la grandeur de la cité science politique.

Bien sûr, la science politique a bénéficié du travail d'architectes qui se sont aussi illustrés ailleurs. D'économistes comme Downs en sociologues comme Rokkan, de philosophes comme Habermas en historiens comme Tilly ou Strayer en passant par tous les autres. Il n'empêche, la science politique a désormais son propre corpus bibliographique qui a intégré leurs apports mais leur a donné ses propres suites. Tout en devant constamment dialoguer avec ses voisines, la science politique a donc clairement établi son propre édifice du savoir, un patrimoine que chacun d'entre nous, membre de la famille scientifique des « politistes » se doit de maîtriser, au moins dans ses grandes lignes, que ce soit pour ne pas prétendre reconstruire un bâtiment qui existe déjà dans un emplacement qui n'est plus libre depuis vingt ans, ou pour connaître les « styles » de notre ville analytique commune et construire nos propres pensées en harmonie avec le bâti existant.

Là (ou peut-être bien las !) se pose une question épineuse mais néanmoins incontournable, dont l'ombre me paraît continuer à hanter mon pays : celui de la langue. Pendant des années, les grandes communautés académiques sont restées prisonnières de leurs propres quartiers linguistiques – sauf pour une petite minorité d'entre eux (Duverger n'a pas attendu que l'on aille le lire en français, ni Lipset et Rokkan attendus que nos compatriotes les lisent en anglais ou en norvégien), avec tous les problèmes de décalages, incompréhensions, et autres ignorances mutuelles que cela a pu créer. Aujourd'hui cette ségrégation linguistique serait évidemment intenable. J'ai la chance de lire en français, en anglais, en espagnol et en russe, mais perd tristement l'accès à la pensée produite en allemand ou en italien sans être traduite. Je suis le premier à trouver que la plupart de mes collègues anglophones (à 80% soit monolingues soit peut désireux de lire ce qui se publie en d'autres langues) y perdent beaucoup. Il n'empêche que même si cela est complètement injuste et énervant, leur perte n'est en rien comparable à celle de la désormais minorité de collègues francophones qui n'ont pas accès à – ou se privent de – ce qui est publié en anglais. Au final, 90% de nos collègues sont exposés à la science politique qui s'exprime en anglais, et 5 ou 10% chacun à celle qui est transcrite en français, allemand, italien, ou espagnol. En conséquence, l'essentiel quantitatif de la pensée produite en science politique se dit évidemment en anglais. Mais bien plus important encore, à tort ou à raison, cette prédominance a aussi dans une certaine mesure un impact quantitatif. En effet, la visibilité-même de la publication anglophone fait que le cœur de notre profession à travers les différents pays, lui réserve, quand elle le peut, la faveur de ses meilleures publications, car n'importe qui d'entre nous, français, hollandais, ou danois, préférera être lu dans 95% des bibliothèques universitaires du monde en publiant dans l'*American Political Science Review* ou *Comparative Political Studies*, que dans 10% ou 20% au mieux de ces mêmes bibliothèques mondiales en publiant dans d'autres langues. On peut trouver cette concentration vers l'anglais formidable (après tout, une langue commune pour tous échanger si on connaît la règle du jeu et peut s'y adapter, ça a ses avantages) ou ignominieuse (impérialisme culturel, marginalisation implicite ou explicite des autres belles langues du monde), mais son existence factuelle me paraît difficilement discutable. D'ailleurs, les trois revues qui m'accueillent au sein de leurs comités éditoriaux (toutes trois anglophones) ont vu une énorme inflation (de l'ordre de 100 à 300% en deux ans) des contributions envoyées par des collègues travaillant dans des universités

françaises confirmant que le constat de bien des collègues d'universités francophones sur l'importance des revues en anglais comme nœud de notre communication disciplinaire rejoint le mien. Leur réflexion participe ainsi au sens qu'il existe bel et bien, dans notre discipline, le besoin autant que la réalité plus tellement émergente d'un édifice du savoir bibliographiquement unifié.

Une tour de Babel méthodologique ?

Au-delà de l'unité de lieu où peut s'échanger la pensée politiste, progressivement déplacé au loin des solutions temporaires appartenant à d'autres disciplines, se pose la question de la capacité à nous lire les uns les autres, non plus en termes linguistiques, cette fois, mais en termes méthodologiques. Dans mon université, je fais partie de ceux qui se battent pour une formation méthodologique propre de nos doctorants plutôt que la traditionnelle « sous-traitance » longtemps acceptée par la science politique. Lorsque j'ai effectué mon doctorat au Texas, il y a des années, j'ai pu goûter aux charmes très relatifs de ces enseignements méthodologiques délocalisés, en apprenant l'économétrie (régressions, logit/probit, simulations, etc) auprès d'économistes et la psychométrie (analyse factorielle exploratrice et confirmatrice, analyses latentes, etc) et les techniques d'expérimentation auprès de psychologues sociaux. Comme la plupart des départements acquis à la cause quantitative, la science politique à Houston faisait la part belle à l'économétrie et estimait que personne n'était mieux placé que les économistes pour enseigner cette approche. Nul doute que ce constat était techniquement justifié, et il est d'ailleurs partagé par nombre de mes collègues à la LSE. Par contre, il m'a semblé qu'en s'appuyant sur cette sous-traitance de la méthode, l'on essayait de m'apprendre les choses à l'envers. De fait, il me semble que si le savoir technique est évidemment très important, il n'est pas essentiel d'être capable de calculer un coefficient OLS à la main lorsque n'importe quel programme informatique adapté peut le faire pour vous. Par contre, aucun de ces grands techniciens d'économistes n'a jamais pris la peine de discuter dans nos cours les postulats analytiques de la régression multivariée, ou les modèles auxquels elle peut correspondre ou pas naturellement et théoriquement. Ces choses là, je les ai discutées avec d'autres politistes qui comme moi partageaient une certaine

conception de la manière dont les méthodes se doivent d'être des outils analytiques au service de la théorie et non pas le contraire.

De même, aucun de ces économistes n'a jamais même mentionné l'existence de techniques psychométriques, et de fait, beaucoup de nos collègues quantitatifs qui n'ont jamais été exposés qu'aux techniques économétriques et tentent de s'auto-apprendre, disons, l'analyse factorielle, ont tendance à la massacrer allégrement, tout simplement parce qu'ils supposent, évidemment à tort, que ses postulats méthodologiques doivent être comparables à ceux des techniques (économétriques) qu'ils maîtrisent. Malheureusement, rien n'est plus loin de la réalité, et les postulats des méthodes psychométriques, loin de pouvoir s'improviser, doivent s'expliquer avec une attention extrême. Je n'ai donc été amené à connaître ces méthodes qu'en m'enrollant volontairement dans des cours de psychométrie (qui ignoraient eux-mêmes toute référence à l'existence même de l'économétrie !) et en en discutant plus tard les enjeux avec de grands méthodologistes de la science politique tels que Cees van der Eijk, Bob Erikson, Mark Franklin, ou Jim Gibson.

C'est ce genre de slalom absurde entre écoles dogmatiques que je veux aujourd'hui éviter à mes propres doctorants. Peut-être à cause de sa jeunesse mais aussi de sa relative tolérance, aucune discipline n'a, autant que la science politique, établi de bagage méthodologique aussi complet, en termes de méthodes tant qualitatives que quantitatives. Entretiens, groupes de focus, analyses de textes quantitatives et qualitatives, régressions, corrélations, analyses factorielles exploratrice et confirmatrice, simulations, études de cas, narratifs analytiques, analyses d'archives, d'images, d'art, expérimentations, etc. Le « paquet » méthodologique de notre discipline est très certainement le plus riche de toutes les sciences sociales et se doit de le rester. C'est un peu l'équivalent du super forfait téléphone-internet-télé avec 800 chaînes dont 700 que presque personne ne regarde, un rien inutile mais toujours mieux que la figure imposée par des autorités auto-érigées, et en fin de comptes, l'avenir quand même

Malheureusement, cette richesse technique a son prix, et tristement, bien trop nombreux parmi nous sont ceux qui pour justifier leur auto-limitation à une toute petite partie de notre archipel méthodologique écorchent allégrement les méthodes

qu'ils ignorent. Je ne suis pas plus prêt à entendre que la science politique quantitative serait « athéorique », que de me faire dire que l'analyse qualitative serait « impressionniste ». Les deux réflexions sont également absurdes, tout d'abord parce que l'édification d'une pensée théorique et son test empirique sont deux moments différents (et à terme indispensables) de la réflexion académique, et ensuite parce que le choix d'un test empirique doit se faire en fonction des hypothèses que l'on souhaite vérifier et non pas en fonction d'une quelconque religion a priori qui prétendrait certaines méthodes supérieures à d'autres intellectuellement ou scientifiquement. La richesse de la science politique mais aussi sa spécificité disciplinaire vient aussi du fait qu'elle a besoin de la description de cas comme de l'analyse de sondage de masse, de la typologie comme de l'entretien, de la réflexion historique comme de la simulation, de théories de mesures comme d'analyses de discours. Certaines techniques me plaisent et d'autres, je ne m'en cache pas, peuvent parfois me sortir par les narines, il n'en demeure pas moins qu'elles ont toutes leur place dans notre discipline et que je continuerai à me battre pour que nos jeunes chercheurs en comprennent au moins l'essentiel des tenants et des aboutissants, car même s'ils n'utiliseront jamais certaines d'entre elles, il faut bien qu'ils arrivent à lire ce que l'ensemble de leurs collègues écrivent, et parce que même s'ils en viennent aussi à trouver certaines approches méthodologiques ou théoriques meilleures que d'autres, ce n'est certainement pas à moi de leur dire lesquelles.

De ce point de vue là, la quasi totalité des formations doctorales dans tous les pays du monde demeure au mieux médiocre (certaines, évidemment plus que d'autres), et moi comme les autres, collectivement, nous manquons d'idéalisme, d'humanisme, et de professionnalisme dans les outils que nous transmettons aux nouvelles générations de chercheurs qui continueront notre œuvre. Nous préférons trop souvent nous réfugier dans le confort apparent de nos ignorances respectives, nous limitant aux quelques modèles que nous maîtrisons à peu près en espérant que ceux qui nous échappent sont aussi médiocres que ce que nous feignons de penser. Intellectuellement, cela n'est évidemment pas défendable.

La fin d'une discipline « sans-papiers » ?

Bien évidemment, chaque tradition nationale ou méthodologique a ses raisons d'être historiques ou plus prosaïquement humaines. Notre relative insignifiance (et notre moins relative pauvreté) en tant qu'universitaires a souvent fait des querelles de pouvoir un passe-temps favori du monde académique, et le rattachement de la science politique au droit, à la sociologie, ou à l'économie a plus souvent été considéré au vu de ses conséquences organisationnelles et matérielles qu'à la lecture de ses logiques analytiques ou méthodologiques. De même les lassantes et stupides querelles de clochers entre marxistes, tenants du choix rationnel, behaviouristes, bourdieusiens et autres nouveaux institutionnalistes cachent souvent très mal des enjeux financiers ou humains qui ne font pas honneur à une discipline qui devrait se réjouir et s'enrichir de sa propre diversité. La science politique est aussi une discipline très neuve, moins d'un siècle en tout état de cause, et cette relative jeunesse l'a aussi rendue impressionnable par quelques uns des grands chercheurs qui ont pu la marquer, dans de nombreux cas par leur puissance intellectuelle, parfois par leur mainmise sur des structures administratives importantes.

Néanmoins, LA science politique n'en est pas moins exactement cela : une discipline, vraie et à part entière. Pas une sous-discipline, pas une branche de quelque chose, mais une discipline en tant que telle, avec les attributs qui la définissent: une histoire disciplinaire, un corpus bibliographique (trop riche pour qu'on puisse le maîtriser entièrement, comme tout corpus bibliographique qui se respecte), une batterie de méthodes fut-elle variée et complexe, et ultimement, ce que l'ont pourrait appeler à défaut d'autre terme un langage, c'est-à-dire une série de concepts fondateurs sur la définition desquels nous ne pouvons évidemment pas nous entendre, mais dont nous maîtrisons, du moins, les limites des controverses conceptuelles.

De fait, nombre de spécialistes de tous les pays se battent désormais pour renforcer la légitimité disciplinaire de la science politique et affirmer sa spécificité. L'année dernière, lors d'une journée organisée par l'AFSP à l'intention des

doctorants français en science politique, la présidente de l'association, Nonna Mayer, a eu l'occasion de rappeler ses regrets que l'approche comparative ait encore tant de mal à s'imposer dans bien des universités alors qu'elle représente le cœur de notre discipline dans l'essentiel du monde. J'ai eu maintes fois l'occasion de voir l'insistance du secrétaire général de la même association, Yves Déloye, bataillant pour décloisonner le corpus bibliographique de la science politique tout comme son spectre méthodologique, en mettant en avant non seulement les références bibliographiques issues de la littérature en anglais (je me refuse à parler ici de littérature anglo-saxonne, car l'essentiel des littératures néerlandaises ou scandinaves, par exemple, sont aussi publiées en anglais) mais toutes sortes d'approches empiriques, quantitatives comme qualitatives. Yves Mény, de par son engagement européen est bien évidemment aussi à la pointe de cette unification disciplinaire que nombre d'autres chercheurs, de Grenoble à Paris et de Strasbourg à Bordeaux se battent constamment pour défendre.

Le sentiment d'un devoir d'ouvrir les portes et de consolider l'héritage de la science politique, de constituer ce que Mark Franklin appelle son édifice de savoir, ne s'arrête évidemment pas aux frontières de la France. Ainsi, le département de science politique (« government ») de la LSE, longtemps connu pour ses intenses querelles intestines a désormais vu un certain nombre d'entre nous nous rassembler pour chercher à cultiver l'œcuménisme national, théorique, et méthodologique qui pourrait faire de nous un exemple de grand département proprement international (moins de la moitié du département est de nationalité britannique) et pluriel dans ses approches. En effet, du point de vue national, même si je suis à l'heure actuelle le seul d'entre nous qui soit français suite au départ de Cécile Fabre à Edimbourg, nombre d'autres traditions sont représentées dans mon département, de l'Irlande à l'Allemagne et des Etats-Unis à l'Italie en passant par la Chine, l'Inde, la Russie, et l'Amérique Latine, afin de recréer l'envergure de notre discipline. Par ailleurs, un savant mélange de proximités relatives permet paradoxalement d'affranchir notre vision collective de la science politique de ses vieux dangers de tutelles disciplinaires. Mes collègues Simon Hix et Christian List se sentent plus proches de la recherche de collègues économistes alors que Martin Lodge et Ed Page travaillent volontiers avec des juristes, Dominic Lieven avec des historiens, et Janet Coleman et Paul Kelly avec des philosophes. Du coup, aucune force coloniale ne gagne, et

quant à moi, les sept projets que j'ai entrepris au cours des deux dernières années m'ont amenés à collaborer pêle-mêle avec un sociologue, deux psychologues, deux analystes du discours et linguistes, deux historiens, une économiste, deux spécialistes de communication, une juriste, une littéraire, etc. et plus que jamais, eux et moi pensons à la science politique comme à une discipline à part entière, qui se distingue des leurs avec d'autant plus de facilité qu'elle dialogue.

Quant à la volonté de briser les frontières nationales et linguistiques, elle est évidente à plus d'un titre. Des représentants d'associations de science politique étrangères invitées aux congrès de l'AFSP jusqu'au nombre grandissant de Français, d'Allemands, et d'Italiens se rendant avec plaisir et motivation dans les grands congrès américains, britanniques, ou scandinaves. De même, lorsqu'il était éditeur du *European Journal of Political Research*, mon collègue Ed Page a fait son possible pour donner de la visibilité aux chercheurs qui s'exprimaient dans une langue différente de la sienne, mais dans le même langage de la science politique en faisant traduire des articles de grande qualité précédemment publiés dans d'autres langues.

Fini donc la science politique comme discipline sans-papiers, discipline clandestine ou apatride, nous tous devrions aimer voir dans la science politique une identité disciplinaire suffisamment constituée pour qu'on puisse s'en moquer. Ainsi, une de mes amies et moi nous disions l'autre jour que chacune de nos disciplines a ses propres excès et connaît ses propres défauts. Mal conçus, pensions nous, le droit devient vite ennuyeux, la sociologie dogmatique et normative, l'économie abstraite et irréaliste, l'anthropologie prescriptive, la psychologie farfelue, et la science politique arrogante et insignifiante. A chacun ses défauts, cela semble-t-il suggérer, et c'est ainsi que les collaborations interdisciplinaires prennent forme. Il n'empêche, tout comme mon collègue norvégien qui, alors que nous discussions un de mes sujets académiques fétiches, l'identité européenne, me disait un jour qu'il ne se sentait jamais aussi norvégien que lorsqu'il se trouvait à bord d'un avion et qu'il rougissait de honte en voyant que les passager norvégiens essayaient de se saouler avant même que le pilote n'ait quitté le tarmac, c'est bel et bien quand on arrive à avoir honte des excès des siens que notre identité est indubitablement constituée.